

# ANNEX 1

28/05 2012 LUN 13:00 FAX

001/002

**Jean-Pierre MIGNARD**  
Docteur en Droit  
Avocat à la Cour d'Appel de Paris  
Maître de conférences à l'Institut  
d'Etudes Politiques de Paris  
LYSIAS PARTNERS

**Jean-Paul BENOIT**  
Avocat à la Cour d'Appel de Paris  
Député européen honoraire

**Madame, Monsieur le Greffier**  
**CR1/Salle 1**  
**Cour Pénale Internationale**  
Maanweg 174  
2516 AB, La Haye  
PAYS-BAS

Et par télécopie : 0031 70 515 85 55

Paris, le 28 mai 2012

**N/Réf. : République de Côte d'Ivoire**  
**10794 – B/PEB**

**V. Réf : Situation in the Republic of Côte d'Ivoire**  
**ICC-02/11**

Madame, Monsieur le Greffier,

Nous vous adressons la présente en notre qualité de conseils de la République de Côte d'Ivoire, mandatés par le Président Alassane Ouattara.

Du 18 juin au 29 juin 2012, Monsieur Laurent Gbagbo comparaitra devant la Cour Pénale Internationale lors d'une audience de confirmation des charges, à la suite de la délivrance, à son encontre le 23 novembre 2011, d'un mandat d'arrêt par la Chambre préliminaire III.

Dans sa volonté de coopération avec la Cour pénale internationale en vue de poursuivre et faire condamner les auteurs et complices des atteintes aux droits de l'homme commises depuis la proclamation des résultats de l'élection présidentielle le 2 décembre 2010, le Président Alassane Ouattara a adressé le 14 décembre 2010 au Président près la CPI une lettre par laquelle il confirmait, conformément à l'article 12 paragraphe 3 du Statut de Rome, la déclaration de reconnaissance de la compétence de la CPI du 18 avril 2003.

Par ailleurs, la République de Côte d'Ivoire et le bureau du Procureur de la Cour Pénale Internationale ont signé un accord de coopération judiciaire dont l'objectif était de faciliter leur coopération dans le cadre des missions d'enquête diligentées sur le territoire ivoirien par le Procureur.

Nous sollicitons, par la présente, la possibilité pour la République de Côte d'Ivoire d'assister à l'audience de confirmation des charges qui se tiendra du 18 juin au 29 juin 2012.

En effet, les faits soumis à l'examen de la Cour se sont déroulés sur le territoire de l'Etat ivoirien et Monsieur Laurent GBAGBO, de nationalité ivoirienne, est susceptible de voir sa responsabilité pénale engagée devant la Cour.

**LYSIAS PARTNERS PARIS**  
39 rue Censier  
75005 PARIS  
Tél. : (33) 55 43 52 52  
Fax : (33) 55 43 52 70

**Maître Jean Paul BENOIT**  
4 rue de la Tour des Dames  
75009 PARIS  
Tél. : (33) 45 26 96 72  
Fax : (33) 53 21 92 55

28/05 2012 LUN 13:01 FAX

002/002

La Côte d'Ivoire bénéficie, à ce titre, de la qualité d'Etat participant à la procédure.

Nous vous informons, en conséquence, que la République de Côte d'Ivoire, représentée par ses Conseils, souhaite être présente à l'audience du 18 juin au 29 juin 2012.

Nous vous remercions de bien vouloir prendre en considération notre demande.

Nous nous tenons bien évidemment à votre entière disposition pour convenir des modalités de notre présence à cette audience.

Vous souhaitant bonne réception de la présente,

Et vous remerciant de l'attention que vous porterez à celle-ci.

Nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, en l'assurance de notre haute considération.

**Jean-Pierre Mignard**



**Jean-Paul Benoit**

